

Eradiquer le chô

par Yves Dimicoli

Les enjeux de l'emploi et de la formation exigent un débat public et citoyen, contrairement à la délégation au gouvernement et à l'opacité des discussions entre experts. Aussi, je me félicite du dialogue engagé avec Jean Pisani-Ferry dans *l'Humanité*, à propos de son rapport pour le Conseil d'analyse économique, sur « les chemins du plein-emploi ».

D'autres que moi ont critiqué son rapport, stigmatisant un biais conservateur et pro-gestions patronales. Cependant, il ne s'agit pas seulement de critiquer, mais aussi d'avancer des propositions. C'est dans cet esprit que je veux formuler quelques remarques.

D'abord, contrairement à ce qu'il avance, je partage sa définition fondamentale du plein-emploi : celui-ci « *ne signifie pas le chômage zéro* » (1). Son rapport dit vrai : « *La société de plein-emploi ne sera pas une société sans chômage (...)* ». Le plein-emploi, rappelle-t-il, c'est avant tout un taux de chômage autour de 4%, avec, pour chaque privé d'emploi, une durée moyenne de recherche de trois à six mois selon qu'il est ou non nouvel entrant sur le marché du travail.

Autrement dit, la promesse du « *retour au plein-emploi* » c'est aussi l'appel à se résigner à une société où le chômage demeure un « régulateur » fondamental. J. Pisani-Ferry propose la perspective d'un taux de chômage de 5% en 2010, contre 9,4% aujourd'hui, soit, tout de même, un million de chômeurs inscrits.

Pour cela, nous dit-il, la France devra créer entre 300 et 400 000 emplois par an et tenir une croissance de 3% par an, au minimum, d'ici 2010.

C'est possible, affirme-t-il, au vu des performances récentes, passant très vite sur le fait que la reprise actuelle est un phénomène mondial et qu'elle est en voie de retournement sous le poids des antagonismes développés par les marchés financiers. Et s'il affirme que « *ce n'est pas en continuant sur une voie déjà tracée que pourrait être atteint l'objectif* » et que des « inflexions » sont nécessaires, c'est pour encourager la poursuite et l'accroissement de la baisse du coût salarial de l'emploi, sans la moindre velléité de s'attaquer au marché financier.

Ce serait une impasse, même pour l'ambition du « plein-

emploi », maintenant pourtant un taux de chômage élevé. La gauche devrait au contraire chercher une inflexion de cap profonde et ambitieuse avec pour objectif d'éradiquer le chômage.

C'est précisément dans cette perspective que les communistes avancent des propositions allant au-delà du plein-emploi, visant la construction d'un système de « Sécurité d'emploi et de formation », devenu possible de nos jours.

Cette visée ne se réduit plus pour autant à celle d'une société simplement sans chômage. Nous avons fait, en effet, la critique de ces sociétés étatistes se réclamant du socialisme qui rendaient le travail obligatoire. Elles se sont effondrées, définitivement.

Désormais, nous entendons garder la mobilité du passage entre emplois, entre emploi et non-emploi, mais avec une sécurité de droits et de revenus.

“Nous avons fait la critique de ces sociétés étatistes se réclamant du socialisme qui rendaient le travail obligatoire”

Il n'est écrit nulle part, en effet, que le non-emploi doive se traduire à tout jamais par le chômage ou l'inactivité.

Avec la Révolution informationnelle, il faudra consentir des efforts très massifs en matière de formation, tout en créant de nouveaux emplois en nombre. Cela ouvre la perspective possible d'une société sans « volant de chômage » : à tout instant des millions de gens seraient en formation pour développer leurs capacités et accéder, s'ils le désirent, à d'autres emplois. Au lieu d'alterner périodes d'emploi plus ou moins précaires et périodes de chômage, chacun pourrait alors, tout au long de sa vie active, alterner emploi stable et correctement rémunéré, à temps de travail de plus en plus réduit, et formation, bien rémunérée elle aussi.

Une autre série de remarques concerne la politique économique. J. Pisani-Ferry attribue les résultats de la

mage c'est possible

France en matière d'emploi depuis 1997 aux choix gouvernementaux essentiellement. C'est un peu excessif.

Il y a un effet de conjoncture mondiale qui l'emporte pour l'essentiel : l'Espagne, gouvernée à droite, a réduit son chômage plus que la France, et les Etats-Unis auront créé plus de 20 millions d'emplois au cours de la présente reprise.

Pour autant, je ne méconnais pas que des tentatives originales ont été entreprises (emplois-jeunes, 35 heures...). Mais les performances actuelles du marché du travail ne sont pas liées principalement aux politiques suivies.

Surtout, mesurons l'ampleur prise par la précarité. N'est-ce là que le résultat d'un mauvais hasard ? Je ne le crois pas. Cela vient plutôt de ce que la priorité n'a jamais cessé d'être donnée aux capitaux et marchés financiers avec, en contrepoint, le freinage des salaires. La vérité oblige à dire qu'en 2000 la part de ces derniers dans la valeur ajoutée des entreprises non financières aura à nouveau diminué.

C'est à cause de toute cette précarité que se profile un retournement de la conjoncture. Elle porte condamnation des politiques de baisse des coûts salariaux si antagonistes avec l'exigence de développement de tous les humains que rend possible la Révolution informationnelle.

J. Pisani-Ferry relève, certes, qu'il faut mettre « davantage l'accent sur la formation ». C'est peu dire ! C'est d'un véritable bouleversement dont on a besoin en ce domaine pour réaliser tous les potentiels de productivité nouvelle des technologies numériques. Mais quelle contradiction, alors, avec la recherche de baisse des coûts salariaux qu'imposent la rentabilité financière et les marchés financiers ! Pourtant les propositions avancées par J. Pisani-Ferry (généralisation des baisses de charges sociales patronales, impôt négatif...), au lieu de combattre cette obsession, l'encourageraient avec tous ses effets dépressifs sur la demande et la productivité elle-même.

Un mot enfin à propos des mesures concrètes immédiates. Elles devraient s'inscrire dans une très grande ambition.

“(...) la priorité n'a jamais cessé d'être donnée aux capitaux et marchés financiers avec, en contrepoint, le freinage des salaires”

Cela renvoie, par exemple, au plan européen, à bien d'autres choses que de se contenter seulement de chercher à convaincre la BCE de mener une politique monétaire plus expansive.

C'est d'une volonté et d'interventions politiques démocratiques dont on a besoin, en visant un changement fondamental d'orientation de la BCE : une sélectivité en faveur de l'emploi et de la formation avec des taux d'intérêt à moyen et long terme du crédit abaissés pour les investissements des entreprises, soutenus par une création monétaire commune.



Cette orientation nous voulons la construire tout particulièrement par l'intervention des salariés, des citoyens, des élus, dès le niveau local.

Est-ce possible ?

Nous prétendons que oui. L'argent des aides publiques à l'emploi, au lieu des exonérations de charges sociales patronales notamment, pourraient servir à bonifier les taux d'intérêt des crédits bancaires à l'investissement des entreprises. Plus ces investissements programmeraient de créations d'emploi et de mises en formation pour de nouveaux emplois, et plus les crédits pour les financer seraient bonifiés. Un allègement, pour l'emploi, des charges financières des entreprises en résulterait.

“(...) une réorientation du crédit pourrait être engagée par une utilisation nouvelle des fonds publics”

Ainsi, sous le contrôle des salariés, des citoyens et de leurs élus, une réorientation du crédit pourrait être engagée par une utilisation nouvelle des fonds publics, tandis que seraient pénalisés les placements financiers.

Bien plus, les crédits consentis dans un tel cadre par les banques commerciales pourraient bien être refinancés, avec la même sélectivité des taux d'intérêt, par la Banque de France au sein du système européen de banques centrales. Cela ouvrirait la porte pour infléchir et transformer les priorités et le fonctionnement de la BCE, en faisant jonction avec les recherches, les luttes entreprises, dès le terrain aussi, dans les autres pays de l'Union.

En conclusion, J. Pisani-Ferry plaide pour un « *devoir de solidarité* » et pour « *reconstruire une société du travail* ». Mais de quelle solidarité et de quel travail s'agit-il ?

Nous, nous visons une solidarité pour la promotion de tous les humains, et non pour baisser les coûts salariaux. Nous visons une société pour un autre type de travail, autonome, maîtrisé, au contenu métamorphosé, avec l'essor de la formation ainsi que pour une vie hors travail créative et libérée.

Bien sûr, cela ne se fera pas d'un coup de baguette magique. Mais n'est-ce pas vers une telle ambition que doivent être tournées les mesures immédiates, si l'on veut que la gauche réussisse, plutôt que de redoubler dans les solutions traditionnelles qui ont échoué ?

* Voir l'Humanité du 21 décembre 2000.

Que faire face à la décision de « crédit d'impôt » ?

Après la décision du Conseil Constitutionnel d'invalider la baisse de la CSG décidée par le Parlement, qui devait se traduire, pour des millions de personnes, par une augmentation du Smic net de 3,2% par an, Robert Hue avait proposé que dès le 1^{er} février, le gouvernement décide d'une augmentation équivalente du Smic. Il avait également proposé que les crédits budgétaires qui devaient être consacrés au financement de la baisse de la CSG soient versés à un Fonds spécial d'allègement des charges financières des entreprises pour l'emploi. Ce Fonds aurait pu également recevoir le produit d'un prélèvement sur les revenus financiers des sociétés et aurait permis de bonifier les taux d'intérêt des crédits bancaires pour les investissements des entreprises créateurs d'emplois.

Face à la décision de L. Jospin (crédit d'impôt et, en fait, impôt négatif maquillé en « prime de pouvoir d'achat »), il faut absolument maintenir la bataille sur le Smic et le financement comme y a engagé la déclaration de Robert Hue. Nous avons d'ailleurs déjà marqué des points sur ce terrain et les besoins de sensibles revalorisations salariales vont monter très fort. Les gens veulent plus de moyens tout de suite.

Il faut tenir, simultanément, sur le financement (baisse des charges financières). Les besoins dans ce domaine vont grandir aussi, avec l'appel au crédit des banques, car la conjoncture est au ralentissement.

Il faut enfin montrer combien notre critique ne relève pas seulement d'un débat idéologique sans enjeux sociaux et sociétaux :

- 1- Ce dispositif encouragera les entreprises à faire des emplois à bas salaire et basse qualification, alors qu'il y a besoin de bons salaires pour des raisons sociales et économiques ;
- 2- Ce dispositif encouragera à la baisse générale des coûts salariaux parce que l'Etat donnera un chèque pour que les gens acceptent des emplois à bas salaires. Cela tirera donc vers le bas tous les salaires.
- 3- Le problème avec ce dispositif n'est pas seulement de savoir si les gens aux plus bas revenus vont toucher ou non de l'argent. Il est aussi de savoir dans quelle logique il entraîne : avec lui, en effet, on n'entre pas dans une logique de développement de toutes les capacités humaines et d'augmentation de la part des salaires dans les richesses produites. Tout au contraire.
- 4- Et il faut enfin se demander si avec ce dispositif on va impliquer les entreprises dans la couverture des besoins sociaux nouveaux. Car, il y a nécessité de responsabiliser les entreprises pour la formation et les qualifications, pour la recherche et contre les profits et gâchis financiers. Or ce crédit d'impôt reviendrait à faire démissionner l'Etat face aux besoins d'un nouveau développement de l'appareil de production et de services et de toute la pyramide des qualifications.

Bref, le « crédit d'impôt » maquillé en « prime de pouvoir d'achat » consacrerait l'Etat dans un rôle de bouche-trous sociaux capitulant devant les marchés financiers, la BCE, les groupes et le MEDEF, alors qu'il faut commencer à dépasser le marché.

Autrement dit il renvoie à un véritable choix de société.